

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de campagne "Faire gagner la gauche" No 24

Avec Sarkozy : des impôts encore plus injustes

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : lundi 26 février 2007

Démocratie & Socialisme

Sarkozy est contre l'impôt. C'est, en tous les cas, l'image qu'il veut donner. Quand on y regarde d'un peu plus près, il n'est pas difficile de constater qu'il n'est pas contre l'impôt en général, mais contre certains impôts.

Il n'a rien contre la TVA, la TIP, la taxe d'habitation

Il n'a rien contre la TVA. Au contraire, il propose d'étudier « sans a priori idéologique » le principe d'une TVA sociale qui se substituerait aux cotisations sociales patronales. La TVA est pourtant l'impôt le plus injuste qui soit puisqu'il frappe d'un même taux d'imposition tout consommateur, qu'il soit pauvre ou riche.

Il n'a rien contre la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIP). La gauche l'avait rendue « flottante » pour qu'elle diminue lorsque les prix du pétrole augmentent. Le gouvernement Raffarin, auquel participait activement Nicolas Sarkozy a supprimé cette possibilité.

Il n'a rien contre la taxe d'habitation dont la base est archaïque et qui ne tien aucun compte des revenus des contribuables.

Par contre, Sarkozy est un adversaire résolu de l'impôt sur le Revenu, de l'impôt de solidarité sur la fortune ou de l'impôt sur les Sociétés

Il veut, comme tous les néo-libéraux, ramener l'Impôt sur le Revenu qui est le seul impôt progressif important à un impôt à taux unique, la « flat tax » chère à Bush, Thatcher ou Berlusconi.

Il n'ose pas s'attaquer frontalement à l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : il propose donc d'accroître la protection accordée par le « bouclier fiscal » aux contribuables frappés par l'ISF.

Il utilise des statistiques tronquées qui ne considèrent que le taux sans considérer l'assiette de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pour affirmer que cet impôt est parmi les plus élevés de l'Union européenne. Il annonce donc qu'il baissera le taux d'imposition de l'IS. .

Sarkozy défend les intérêts d'une poignée de gens très riches

La réalité est que les seuls intérêts que défend Sarkozy sont ceux d'une poignée de gens très riches. Bien sûr, il ne le crie pas sur les toits. Il justifie son objectif au nom de l'effort, d'une vie de travail... Et il saupoudre pour atteindre son objectif : il fait en sorte que cette poignée de riches ne soit pas la seule à bénéficier des baisses d'impôt (sur le revenu, les successions...) mais qu'une frange plus large y trouve un avantage et que tout le monde s' imagine y gagner quelque chose. Mais ceux qui bénéficieront de l'essentiel des mesures qu'il propose sont quelques milliers de familles, les plus riches.

Les mêmes arguments que Bush

Sarkozy veut supprimer 95 % des droits de successions. Il se situe ainsi dans la droite ligne des politiques de Bush aux Etats-Unis et de Berlusconi en Italie. Il emploie d'ailleurs les mêmes arguments que Bush en 2005 qui affirmait vouloir « protéger le fruit d'une vie de labeur ». Il est vrai que, tout comme Bush, il lui serait difficile d'avouer crûment son objectif : surtout, ne pas imposer les grosses fortunes.

Passer à la trappe le rôle des impôts

Quand on écoute Sarkozy, on a l'impression que les impôts n'ont qu'une seule fonction : ponctionner les citoyens et entraver l'économie. Sarkozy essaie ainsi de faire oublier les deux principales fonctions de l'impôt : corriger les inégalités et financer les politiques publiques.

Non seulement Sarkozy ne veut pas corriger les inégalités sociales mais il veut les accroître en supprimant pas à pas la progressivité de l'impôt sur le revenu, en supprimant les droits de successions et en augmentant la TVA.

Quant aux politiques publiques, elles se réduisent à des coûts dans les discours de Sarkozy. Pourtant, quelles familles pourraient financer sur leurs revenus ou leurs patrimoines une année de scolarité à l'école élémentaire alors que ce coût s'élève en 2006 à 4 350 euros par an et par élève ? Quelles familles pourraient financer une année de scolarité au collège à 7150 euros ? Les seules familles qui y gagneraient seraient les plus fortunées. Pour toutes les autres, ce serait une catastrophe.

Jean-Jacques Chavigné